



CONCESSION DE SERVICE PUBLIC DE GESTION ET EXPLOITATION DE PORTS MARITIMES DE PÊCHE

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Autorité chargée de mener la procédure
Département des Côtes d'Armor

Date et heure limites de remise des plis
Lundi 29 septembre 2025 à 12h00

Remise électronique des candidatures et des offres obligatoire

SOMMAIRE

Table des matières

PREAMBULE.....	3
ARTICLE 1 DEFINITIONS.....	3
ARTICLE 2 AUTORITE CONCEDANTE.....	3
2.1 Identification.....	3
2.3 Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus et les plis adressés.....	4
ARTICLE 3 PRESENTATION DE LA CONCESSION.....	4
3.1 Nature et objet de la concession.....	4
Références à la nomenclature européenne (CPV) : 93620000-0.....	4
3.2 Durée de la concession.....	4
ARTICLE 4 FORME DES CANDIDATURES.....	5
ARTICLE 5 CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	5
5.1 Mode de consultation.....	5
5.2 Déroulement de la consultation.....	5
ARTICLE 6 VISITE.....	8
ARTICLE 7 DOSSIER DE CONSULTATION.....	9
7.1 Composition du dossier de consultation.....	9
7.2 Modalités de transmission du dossier de consultation.....	9
7.3 Modifications apportées au dossier de consultation.....	9
7.4 Questions des candidats.....	9
ARTICLE 8 CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	10
8.1 Contenu des candidatures.....	10
8.2 Contenu de l'offre.....	12
8.3 Délai de validité des offres.....	13
ARTICLE 9 TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	13
9.1 Transmission électronique.....	13
Précisions sur l'usage du profil acheteur :	14
COPIE DE SAUVEGARDE :	14
9.2 Transmission sur support papier ou sur support physique électronique.....	15
ARTICLE 10 JUGEMENT DES CANDIDATURES.....	15
ARTICLE 11 JUGEMENT DES OFFRES.....	17
ARTICLE 12 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	18
12.1 Renseignements administratifs et techniques.....	18
12.2 Correspondance.....	18
12.3 Engagements des candidats pendant la procédure.....	19
Confidentialité :	19
12.4 Indemnités.....	19
12.5 Abandon de procédure.....	19
12.6 Voies et délais de recours.....	19

PREAMBULE

Le Département des Côtes d'Armor et ses 350 kilomètres de côtes, s'est vu confier par l'État la gestion de 16 ports supportant trois grandes activités :

- la plaisance avec 13 concessions,
- la pêche avec 9 concessions,
- le commerce avec 7 concessions.

Après avoir concédé l'ensemble des ports de pêche, de commerce et la réparation navale de manière groupée depuis 2014, il engage en 2025 une refonte de sa politique portuaire pour la décennie 2026-2035. Cette stratégie fait évoluer les périmètres délégués.

Concernant la pêche, il a été décidé par le Département de lancer une consultation en vue de confier à un Concessionnaire, l'exploitation de 7 concessions : Locquémeau, Loguivy, Pors Even, Saint-Quay-Portrieux, Dahouët, Erquy et Saint-Cast-le-Guildo.

La durée du contrat est de 10 ans. Le périmètre des espaces à terre inclut les besoins propres à la pêche et aux criées mais aussi les espaces dévolus aux activités halieutiques. Le plan d'eau pour le stationnement des navires y est également inclus.

Cette concession porte les investissements nécessaires à la modernisation des outils de criées, au maintien des fonds, au renouvellement des équipements et à l'entretien des infrastructures.

Le présent document constitue le règlement de la consultation en vue de la passation de cette concession.

ARTICLE 1 DEFINITIONS

Concession : contrat conclu en application des articles L. 3100-1 et suivants du Code de la commande publique.

Concessionnaire : personne morale ou groupement de personnes morales titulaire de la Concession.

ARTICLE 2 AUTORITE CONCEDANTE

2.1 Identification

L'autorité concédante est le Département des Côtes d'Armor.

2.2 Coordonnées

Département des Côtes d'Armor

Direction des Infrastructures, de la Mobilité et de la Mer - Service Gestion des Ports et Barrages

9 place du Général de Gaulle

CS 42371

22023 Saint-Brieuc cedex 1

Téléphone : 02.96.62.62.22

Site internet : <http://www.cotesdarmor.fr>

2.3 Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus et les plis adressés

Coordonnées de la plateforme électronique (profil d'acheteur) : www.megalis.bretagne.bzh

ARTICLE 3 PRESENTATION DE LA CONCESSION

3.1 Nature et objet de la concession

La convention envisagée est une concession de service au sens de l'article L. 1121-1 du Code de la commande publique.

Elle porte sur la gestion et l'exploitation des ports maritimes de pêche des Côtes d'Armor. A ce titre, ce service public est confié au Concessionnaire.

Le Concessionnaire devra assurer la gestion, les réparations et l'entretien des ports et criées.

Le risque d'exploitation est transféré au concessionnaire. Dans son plan d'exploitation, le délégataire pourra tenir compte d'une compensation de contraintes particulières de service public (article L. 2224-2 CGCT) éventuellement sollicitée et négociée.

Références à la nomenclature européenne (CPV) : 983620000-0

Objet principal : Services de gestion portuaire

Nomenclature supplémentaire(CPV) : 63721200 service d'exploitation portuaire.

Valeur estimée du contrat sur une durée de dix ans : 100 M€

La valeur estimée, calculée conformément aux dispositions des articles R. 3121-1 à R. 3121-4 du Code de la commande publique, correspond au chiffre d'affaires total hors taxes du concessionnaire pendant la durée du contrat, en euros courants.

Cette estimation est destinée uniquement à déterminer le niveau de procédure à respecter par la Collectivité.

3.2 Durée de la concession

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

La durée d'exploitation sera de dix ans à compter du 1^{er} juillet 2026.

La période entre la date de notification de la présente convention et la date de démarrage de l'exploitation est une période de pré-exploitation pendant laquelle le Concessionnaire sera tenu de collaborer avec le Coordonnateur à l'occasion du suivi des travaux et des opérations de réception et de préparer la phase d'exploitation.

ARTICLE 4 FORME DES CANDIDATURES

Le candidat peut se présenter seul ou sous la forme d'un groupement solidaire ou conjoint.

En cas de réponse en groupement, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

En cas de réponse en groupement, aucune forme n'est imposée pour la présentation des candidatures et des offres.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il doit justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du contrat de délégation de service public.

Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié (la seule appartenance à un même groupe de sociétés n'est pas une preuve suffisante).

ARTICLE 5 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

5.1 Mode de consultation

La présente procédure de délégation de service public sera menée selon les dispositions prévues par les articles L. 1121-1, L. 3111-1 et suivants et R. 3111-1 et suivants du Code de la commande publique, ainsi que par les articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

La procédure est une procédure dite ouverte :

- le dossier de consultation est disponible dès la publication des avis de publicité.
- les candidats sont invités à présenter simultanément leur candidature et leur offre dans deux dossiers distincts (dossier Candidature / dossier Offres), jusqu'à la date limite de réception indiquée sur la page de garde du présent document.

Pour cette consultation le Département des Côtes d'Armor utilisera exclusivement les échanges électroniques au travers de son profil acheteur.

5.2 Déroulement de la consultation

La présente consultation est organisée selon les étapes suivantes :

Par délibération du 23/06/2025, l'Assemblée plénière du Département des Côtes d'Armor a autorisé le lancement de la procédure de délégation de service public dans les conditions de l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales.

La procédure ouverte retenue dans le cadre de cette consultation est organisée selon les étapes suivantes :

1. Publication des avis de publicité et du dossier de consultation des entreprises (DCE)

La date limite de remise des candidatures et des offres est celle indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation.

L'autorité délégante se réserve la possibilité de reporter la date limite fixée pour la remise des plis. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des plis est repoussée, l'alinéa précédent est applicable à la nouvelle date.

2. Sélection des candidats par la commission

Sur la base de l'ensemble des éléments du dossier de candidature remis, les candidats sont sélectionnés, conformément aux dispositions des articles L. 3123-18 et 19 et R. 3123-1 du Code de la commande publique par la commission prévue par l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales.

Les candidats sont sélectionnés après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du Code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Les candidatures dont les justifications sont insuffisantes seront éliminées. Seules les offres des opérateurs dont la candidature a été admise seront ensuite examinées.

3. Avis de la commission sur les offres

La même commission définie à l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales rend à l'autorité habilitée à signer le contrat un avis motivé sur les offres initiales en fonction des critères fixés à l'article 11 du présent règlement.

4. Négociations

L'autorité habilitée à signer la convention peut négocier librement avec un ou plusieurs soumissionnaires après avis de la commission définie à l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, dans les conditions prévues par les articles L. 3124-1 et R. 3124-1 du Code de la commande publique.

L'autorité habilitée à signer la convention peut recueillir l'avis de toute personne qualifiée pour l'éclairer dans la conduite des discussions avec les candidats.

La négociation ne peut pas porter sur les conditions et caractéristiques minimales suivantes :

- **L'objet de la concession**

- **Les critères d'attribution**
- **La durée de contrat**
- **L'exécution des missions de service public**
- **Le montant minimum de la part fixe de la redevance**
- **Le montant des frais de contrôle**

Le projet de contrat n'a aucun caractère définitif. Il pourra évoluer dans le cadre de la libre négociation avec les candidats admis à négocier qui sera engagée par le Département des Côtes d'Armor.

La négociation peut avoir lieu par le biais d'échanges écrits et/ou par le biais d'auditions. Concernant les auditions, le candidat est convoqué via le profil acheteur.

La convocation précise la date, l'heure et le lieu et/ou tout autre élément que le représentant de l'autorité délégante juge nécessaire au bon déroulement de la négociation.

A l'issue de chaque séance de négociation et dans le délai qui leur est imparti, les candidats peuvent être invités à remettre soit une offre complète mise à jour soit un complément à leur offre, visant à la préciser, la compléter ou la modifier dans le prolongement des discussions abordées lors de la séance de négociation. L'autorité habilitée à signer la convention fixe à un moment qui lui paraît opportun la date de clôture de la phase de négociation et en informe par courriel, via le profil acheteur, les candidats admis dans cette phase de discussion.

Aucune proposition formulée par un candidat n'est prise en compte après la date de clôture des négociations.

5. Analyse des offres finales et mise au point du contrat

Au terme des négociations, les candidats seront appelés à remettre une offre finale qui fera l'objet d'une analyse et d'un classement conformément aux critères définis à l'article 11 du présent règlement de la consultation.

L'autorité délégante procèdera alors à la mise au point du contrat relatif à l'offre qui aura été la meilleure.

En aucun cas, la mise au point du contrat ne peut conduire à modifier substantiellement l'offre finale du candidat pressenti.

6. Transmission au Conseil départemental

Deux mois au moins après la saisine de la commission prévue à l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, l'assemblée délibérante se prononce sur le choix du délégataire et la convention de délégation de service public.

Le Président ou l'autorité habilitée à signer le contrat saisit le Conseil départemental du choix du candidat auquel elle a procédé et lui transmet, notamment, le projet de contrat et le rapport sur le choix du candidat et l'économie générale du contrat.

Les documents sur lesquels se prononce l'assemblée délibérante doivent lui être transmis quinze jours au moins avant sa délibération.

7. Information des candidats évincés

L'information des candidats non retenus (rejet de la candidature et de l'offre) sera effectuée par voie

dématérialisée sous la forme d'une lettre recommandée électronique, via la plateforme de dématérialisation www.megalis.bretagne.bzh

L'adresse courriel utilisée sera celle du dépôt.

Ce mode de correspondance sera également utilisé pour les réponses aux demandes de motifs de rejet.

ARTICLE 6 VISITE

Les candidats devront procéder à une **visite obligatoire** des ports à criée (Erquy et Saint Quay).

La visite des autres sites n'est pas obligatoire, mais possible. Elle sera organisée à la demande des candidats qui le souhaitent, dans la mesure où ils considèrent que ces visites leur permettront d'assurer la qualité de sa réponse.

Ces visites doit être demandée avant le 14 août 2025 par courriel à l'adresse

ContactDIMM@cotesdarmor.fr

Les visites seront organisées lors des semaines 34 et 35.

Une attestation de visite sera délivrée à l'issue de la visite et devra obligatoirement être remise dans l'offre, sous peine que cette dernière soit déclarée irrégulière. L'absence de visite des lieux obligatoires ne sera pas régularisable.

Pour des raisons d'organisation, chaque candidat ne pourra être représenté que par 4 personnes au maximum : leur nom et leur fonction devront être précisés.

Les modalités de visite sont les suivantes :

- Les échanges seront limités à la seule prise de connaissance des ports. Les informations données ont pour objectif de parfaire la connaissance géographique et fonctionnelle de chaque port.
- Lors de la visite, les photos sont autorisées, avec restriction d'usage à la présente consultation.

En dehors de ces échanges, les questions devront être posées par les candidats sur le profil acheteur (plateforme www.megalis.bretagne.bzh) et donneront lieu à des réponses écrites qui seront communiquées à l'ensemble des candidats. Il ne sera répondu à aucune question orale.

A la suite de la visite et des réponses aux questions, les candidats sont réputés connaître parfaitement les sites du périmètre de la concession. En conséquence, ils ne pourront élever aucune réclamation, ni ne former aucune demande d'indemnisation ultérieure tirée d'une prétendue méconnaissance du site.

ARTICLE 7 DOSSIER DE CONSULTATION

7.1 Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation est constitué des documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation ;
- Le projet contrat de concession et ses annexes.

L'unité monétaire utilisée dans les documents de consultation ainsi que dans les dossiers de candidature et d'offre est l'euro.

7.2 Modalités de transmission du dossier de consultation

Les candidats peuvent télécharger gratuitement le dossier de consultation sur le profil du Département des Côtes d'Armor à l'adresse suivante : www.megalis.bretagne.bzh

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications. Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est acceptée.

7.3 Modifications apportées au dossier de consultation

Le Département des Côtes d'Armor se réserve le droit d'apporter au plus tard **15 jours avant la date limite de remise des offres** des modifications et des compléments au dossier de consultation.

Ils devront être considérés par les candidats comme faisant partie du dossier de consultation.

En fonction de la nature de ces modifications, la date limite de remise des offres pourra être repoussée.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

7.4 Questions des candidats

Les candidats pourront demander des précisions ou poser des questions écrites relatives à la compréhension des éléments du dossier de consultation, de la candidature ou de l'offre à remettre.

Ces questions doivent être déposées par voie électronique sur la plateforme : www.megalis.bretagne.bzh

Ces questions doivent parvenir au Département des Côtes d'Armor au plus tard **le 5 septembre 2025** afin de pouvoir répondre dans le délai indiqué à l'article 7.3.

Toute question parvenant après la date limite ne sera pas prise en compte par la Collectivité.

Le Département des Côtes d'Armor y répond sur la plateforme prévue à cet effet à l'article 2.3 du

présent règlement de la consultation.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite des plis est repoussée, les dispositions précédentes sont applicables sur la base de la nouvelle date.

Tous les échanges entre la Collectivité et les candidats se dérouleront en langue française.

ARTICLE 8 CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres remises par chaque candidat dans les conditions définies ci-dessous devront être rédigées en langue française. Les documents délivrés par des autorités étrangères dans une langue étrangère doivent faire l'objet d'une traduction en langue française.

Tous les documents remis par les candidats doivent être établis en euros.

Enfin, il est porté à l'attention des candidats que le compte d'exploitation prévisionnel, la grille tarifaire, et les annexes financières remis dans l'offre finale du délégataire retenu deviendront des annexes au contrat de délégation de service public.

8.1 Contenu des candidatures

Les candidatures contiennent l'ensemble des documents suivants :

A. Pièces administratives

- a) Acte de candidature, précisant l'identité du candidat ou du mandataire du groupement.
En cas de groupement, l'acte de candidature indiquera la composition et la forme du groupement ainsi que le nom du mandataire.
- b) Le mandat éventuel accordé à un des membres du groupement pour la signature de l'offre et signé par les membres du Groupement.
- c) Un extrait k-bis datant de moins de 3 mois à la date limite de remise des candidatures ou tout autre acte démontrant que le signataire des pièces a qualité pour représenter la personne morale concernée.
- d) Une déclaration sur l'honneur datée et signée attestant que le candidat :
 - Ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-14 du Code de la commande publique ;
 - Que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application des articles L. 3123-18 et L. 3123-19 du Code de la commande publique sont exacts.
- e) La preuve que le candidat a satisfait aux obligations prévues à l'article L. 3123-2 du Code de la commande publique, en produisant le certificat délivré par les administrations et

organismes compétents, et les justificatifs mentionnés à l'article R. 3123-18 du même code. Il est attendu à ce titre une attestation de régularité fiscale et une attestation sociale de moins de 6 mois.

- f) La preuve du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du Code du travail ou preuve qu'il n'est pas soumis à cette obligation.

B. Pièces techniques et professionnelles

- a) Déclaration des moyens en personnel en précisant : le nombre, leur fonction, leurs noms et leurs qualifications professionnelles et expériences professionnelles.
- b) Déclaration des moyens matériels susceptibles d'être mobilisés.
- c) Une liste de références pour la mise en œuvre de services similaires à ceux qui seront confiés au concessionnaire (montant, date d'exécution, nature des prestations et identité du donneur d'ordre sauf confidentialité) ou de toute autre référence démontrant la capacité à assurer la continuité de l'exécution du service public et l'égalité des usagers.

C. Pièces financières

- a) Le chiffre d'affaires annuel global et le résultat net sur les trois derniers exercices clos ainsi que la part correspondant aux prestations objet de la convention de délégation de service public ;
- b) Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
- c) Les comptes annuels (bilans, comptes de résultat et annexes) ainsi que rapports (généraux et spéciaux) du commissaire aux comptes pour les trois derniers exercices si l'entreprise bénéficie de cette antériorité et que leur établissement est imposé par la loi.

Toutes les pièces doivent être fournies par les candidats et le cas échéant par chaque membre du groupement à l'exception de l'acte de candidature valant pour l'ensemble du groupement.

Sociétés en cours de constitution

Les sociétés en cours de constitution ou nouvellement créées sont admises à présenter une offre dans les mêmes conditions que les sociétés existantes. Elles devront fournir les éléments d'information disponibles à la date limite de remise des candidatures ou, si elles ne sont pas en mesure de les produire, pourront justifier de leurs capacités par tout autre moyen.

La sélection des candidatures ne s'appliquera que sur les seuls documents fournis dès lors qu'elles apportent la preuve par tout moyen d'être en cours de constitution ou nouvellement créées.

Capacités des tiers

Pour justifier de ses capacités et de ses aptitudes, le candidat, y compris s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités et les aptitudes d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui les unissent. Dans ce cas, le candidat apporte la preuve qu'il en disposera pendant toute l'exécution du contrat et fournit les pièces techniques et professionnelles ainsi que les pièces financières précitées.

8.2 Contenu de l'offre

Le dossier offre doit contenir :

- a. L'attestation de visite.
- b. Le projet de contrat (en format Word ou compatible) complété aux endroits indiqués dans le corps de ce document.

Si des articles sont modifiés ou ajoutés, le candidat devra produire un tableau récapitulatif comprenant les rubriques suivantes : référence de l'article initial, rédaction initiale, nouvelle rédaction et le cas échéant, références des nouveaux articles au sein de la convention.

Le candidat peut proposer toute modification du projet de convention qui lui semble opportune, sous réserve de ne pas modifier les caractéristiques minimales de la convention mentionnée à l'article 3 et à l'article 5.2 du présent règlement, ni son économie générale. Il ne doit pas soustraire un élément de mission prévu dans le projet de contrat de concession.

- c. Un **mémoire technique** comportant les composantes suivantes :
 - Une partie correspondant à l'organisation que le candidat mettra en place entre la date de notification de la concession et le démarrage effectif de l'exploitation (1^{er} juillet 2026), afin notamment
 - de récupérer les informations de l'actuel délégataire,
 - de préparer le démarrage de l'exploitation de façon à être le plus efficace possible sur la transition et la continuité des services aux usagers.
 - Une partie relative au **développement de l'activité des ports** qui comprend une description des actions mises en œuvre ainsi que des outils créés ou mobilisés pour assurer l'attractivité et la rentabilité économique et financière des ports et criées, de manière directe ou indirecte (AOT). Les activités accessoires envisagées seront mentionnées dans cette partie du mémoire technique.
 - Une partie relative à l'**entretien et la maintenance des équipements**

confiés.

- Une partie relative à la **qualité du service rendu aux usagers**.
- Une partie relative aux **qualités environnementales** de l'exploitation.

d. Un **mémoire économique et financier** comportant les éléments suivants :

- La matrice de compte d'exploitation prévisionnel renseignée en euros courants et remise dans son format d'origine « .xlsx », et avec chaque onglet rempli.
Les éléments financiers seront fournis en euros à la date de la date limite de dépôt des offres.
- Une note financière expliquant l'évolution des recettes et des charges, les hypothèses de fréquentation et les taux des captations pour chaque activité.

8.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres (initiales, intermédiaires éventuelles et finales) est fixé à 9 mois à compter de la date limite de réception des offres, délai pendant lequel le candidat restera engagé sur ses propositions.

Par la suite, le candidat attributaire est engagé suivant les termes de sa proposition puis de l'éventuelle négociation. Il ne peut se rétracter. Il est tenu d'exécuter la prestation selon les termes convenus.

ARTICLE 9 TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

9.1 Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : www.megalis.bretagne.bzh

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence est celui de (GMT + 01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le fait de répondre à la consultation vaut acceptation des conditions générales d'utilisation

de la plateforme des marchés publics, consultables à l'adresse suivante : www.megalis.bretagne.bzh

Tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :

- .doc ; .pdf ; .jpg ; .xls et tout document compatible avec la suite Open Office ou Pack Office
- standard .zip
- Adobe® Acrobat® .pdf
- Rich Text Format .rtf
- .doc ou .xls ou .ppt en version Microsoft Office 2000-2003 ou antérieurs
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, .png

Le soumissionnaire est invité à :

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les « exe ».
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros ».
- Traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

Précisions sur l'usage du profil acheteur :

Les candidats sont invités à consulter les conditions générales d'utilisation de la plateforme disponible à l'adresse suivante : www.megalis.bretagne.bzh

Cette documentation a vocation à apporter une assistance pratique aux opérateurs économiques, mais a également un caractère opposable.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit et de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. L'attention des candidats et soumissionnaires est attirée sur le fait que seule la bonne fin de la transmission complète du dossier génère l'accusé de dépôt de pli électronique qui doit intervenir avant la date et l'heure limites fixées dans l'avis de publicité.

Les candidats ont la possibilité de faire un dépôt de test sur la page www.megalis.bretagne.bzh

Ce test doit être fait depuis le poste qui sera utilisé pour le dépôt effectif, ce qui permettra de tester la traversée du réseau informatique en situation réelle, notamment pour vérifier l'ouverture du proxy.

Il est conseillé de débiter le dépôt effectif au minimum 24 heures avant l'expiration, la plateforme a pu évoluer depuis votre dernière utilisation, ou vous pouvez rencontrer un incident de connectivité internet, difficultés auxquelles vous ne pourrez pas vous adapter à la dernière minute.

COPIE DE SAUVEGARDE :

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique.

Cette copie de sauvegarde doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures et/ou des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté avec les mentions "copie de sauvegarde", libellé et le numéro de l'affaire.

Les plis devront être remis contre récépissé à l'adresse suivante :

Département des Côtes d'Armor
Direction Finances et Juridique
Service de la Commande Publique
9 place du Général de Gaulle
CS 42371
22023 Saint-Brieuc cedex 1
du lundi au vendredi 8h30 à 17h30; 17h00 le vendredi.

ou, s'ils sont envoyés par la poste, devront l'être à l'adresse ci-dessous :

Département des Côtes d'Armor
Direction Finances et Juridique
Service de la Commande Publique
9 place du Général de Gaulle
CS 42371
22023 Saint-Brieuc cedex 1

par pli recommandé avec avis de réception postal.

La copie de sauvegarde ne sera ouverte par l'acheteur que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais, et que le téléchargement de la candidature ou de l'offre électronique est débutée dans les délais.

Si le pli n'est pas ouvert, il est détruit à l'issue de la procédure.

9.2 Transmission sur support papier ou sur support physique électronique

La transmission des documents sur un support papier ou sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB, disque dur ou tout autre support) n'est pas acceptée.

ARTICLE 10 JUGEMENT DES CANDIDATURES

Si le Département des Côtes d'Armor constate qu'il manque des pièces ou informations dont la production était obligatoire, elle pourra demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié.

Après examen des capacités et aptitudes des candidats, le Département des Côtes d'Armor élimine les candidatures incomplètes ainsi que les candidatures irrecevables.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code Général des collectivités territoriales, les candidatures recevables sont examinées au regard :

- Des garanties professionnelles et financières,
- Du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (L.5212-1 à L. 5212-4 du code du travail),
- De l'aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

En cas de groupement, il n'est pas exigé que chaque membre du groupement possède la totalité des compétences requises pour l'exécution du contrat.

Les candidats sont sélectionnés en appliquant les critères de sélection suivants :

Critères	Eléments d'appréciation
Garanties financières	Volume d'affaires apprécié au regard du chiffre d'affaires des trois dernières années ou renseignement équivalent
	Les bilans ou extraits de bilan des sociétés des trois derniers exercices clos lorsque leur établissement est imposé par la loi ou documents équivalents
	Couverture des risques professionnels
Garanties professionnelles	Moyens humains pouvant être mobilisés
	Moyens matériels pouvant être mobilisés
Aptitude à mettre en œuvre les missions confiées au concessionnaire et à assurer la continuité du service et l'égalité entre les candidats	Niveau d'expérience se rapportant à des missions similaires ou autres moyens de preuve démontrant l'aptitude des candidats ;

Les sociétés en cours de constitution ou nouvellement créées peuvent être admises à présenter une candidature, à condition qu'elles justifient par tous moyens leur capacité financière et technique.

Elles peuvent pour cela demander que soient prises en compte les capacités financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui existent entre elle et ces opérateurs (sous-traitant, filiale, société mère, entreprise tierce...). Dans ce cas, la société candidate doit alors justifier des capacités financières des opérateurs sur lesquels elle compte s'appuyer, en produisant les renseignements ou documents indiqués ci-dessus, et apporter la preuve qu'elle en disposera pour toute l'exécution de la concession.

Elles peuvent aussi prouver leur capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié.

Le nombre de candidats admis à présenter une offre n'est pas limité.

L'analyse des candidatures se fera sur la base des éléments et documents demandés à l'article 8.1 du présent règlement.

ARTICLE 11 JUGEMENT DES OFFRES

La meilleure offre est sélectionnée au regard de l'avantage économique global en se fondant sur les critères pondérés suivants :

Critère	Pondération des critères	Éléments d'appréciation
Qualité du service rendu aux usagers (hors qualités environnementales)	20 %	Propositions en matière de gestion du service
		Propositions en matière de services rendus aux entreprises et aux passagers
		Propositions en matière de gestion des activités halieutiques
		Propositions en matière d'usage des installations et aménagements
		Modalités de reprise du personnel
		Modalités de traitement des usagers
Qualité de l'entretien et de la maintenance des équipements confiés	20 %	Plan pluriannuel de maintenance
		Plan pluriannuel d'investissements
		Plan pluriannuel de dragage
Intérêt et cohérence du modèle économique et	30%	Pertinence et cohérence des prévisions économiques d'exploitation avec les niveaux de

financier de l'offre		prestations proposées
		Propositions en matière de redevances
		Qualité des circuits financiers proposés en matière de REPP
		Proposition de financement des investissements, dragage et maintenance
Développement de l'activité	20 %	Propositions en matière de fonctionnement et de développement des AOT
		Propositions en matière d'amélioration de la gestion halieutique
Qualité environnementale	10 %	Actions en matière environnementale
		Propositions en matière de labellisation/Certification

Pour le critère relatif au modèle économique, une note sera fournie, décrivant la pertinence et la cohérence des prévisions d'exploitation afin d'éviter tout risque de défaillance, le critère de jugement sera le résultat d'exploitation, jugé au regard de la cohérence générale des estimations de fréquentations, de recettes et de charges.

ARTICLE 12 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

12.1 Renseignements administratifs et techniques

Les éventuelles demandes de précisions ou d'informations complémentaires des candidats devront être adressées au Département des Côtes d'Armor par voie électronique à l'adresse suivante : www.megalis.bretagne.bzh

12.2 Correspondance

Les candidats sont avisés que l'information des candidats non retenus (rejet de la candidature et offre), et la notification du contrat seront effectuées par voie dématérialisée sous la forme d'une lettre recommandée électronique, via la plateforme de dématérialisation www.megalis.bretagne.bzh

L'adresse courriel utilisée sera celle du dépôt.

Ce mode de correspondance sera également utilisé pour les réponses aux demandes de motifs de rejet.

De manière générale, tous les échanges en cours de consultation avec les candidats (négociations, demandes de précisions, ...) se feront également de manière dématérialisée via la plateforme www.megalis.bretagne.bzh

12.3 Engagements des candidats pendant la procédure

Confidentialité :

Les candidats sont tenus à la plus stricte confidentialité quant aux renseignements, aux informations et/ou au contenu des documents qui leur auront été fournis par le groupement d'autorités concédantes au cours de la procédure.

Les candidats s'engagent ainsi :

- à ne pas communiquer ces renseignements, informations et/ou documents à des tiers à la présente procédure ;
- à ne pas utiliser ces renseignements, informations et/ou documents à d'autres fins que celles de formuler leur offre.

De son côté, l'autorité concédante veillera au respect de la confidentialité des propositions et au secret des affaires.

Si elle souhaite reprendre un élément d'une proposition soumise au secret des affaires, l'autorité délégante devra demander l'autorisation au candidat.

12.4 Indemnités

La remise du dossier de candidature et d'offre ne donnera lieu à aucune rémunération de la part de la Collectivité au candidat dans le cadre de la présente consultation.

La Collectivité ne prendra pas en charge les frais de déplacement, de communications ou autres frais engagés par les candidats et soumissionnaires.

12.5 Abandon de procédure

L'autorité concédante peut à tout moment déclarer la procédure sans suite, pour motif d'intérêt général. Les candidats, y compris le cas échéant le délégataire pressenti, ne pourront prétendre à aucune indemnisation ou dédommagement au titre de l'abandon de la procédure.

12.6 Voies et délais de recours

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de Rennes
3 Contour de la Motte
35044 Rennes
Téléphone : 02 23 21 28 28
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Télécopie : 02 99 63 56 84
Site internet : rennes.tribunal-administratif.fr

Précisions concernant les délais d'introduction de recours :

- référé précontractuel (articles L. 551-1 et suivants du Code de justice administrative) jusqu'à la signature du contrat ;
- référé contractuel (articles L. 551-13 et suivants du Code de justice administrative) : 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution de la concession, ou à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion du contrat (articles L. 551-13 à 23 du même code) ;
- recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses qui en sont divisibles assorti le cas échéant de demandes indemnitaires : ce recours doit être exercé dans un délai maximum de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (publication de l'avis de concession). Ce recours peut être assorti, le cas échéant, d'une demande de suspension de l'exécution de la concession (article L. 521-1 du Code de justice administrative).